

Robert POUJADE



Mars 1978. Il faut à la France un gouvernement solide et stable, une économie en vigoureuse croissance. C'est à ces conditions que chacune et chacun d'entre vous vivra mieux.

Mars 1978. Il faut à notre circonscription un élu efficace, un représentant compétent. C'est à cette condition que notre région sera écoutée.

Deux voies pour la France :

Vous allez choisir entre la démocratie libérale et le programme commun.

La démocratie libérale dans laquelle nous vivons est un régime imparfait, mais un régime de liberté : liberté d'opinion, d'entreprise, d'enseignement, liberté syndicale.

N'oublions pas ses résultats économiques et sociaux : en vingt ans la France a changé. Le niveau de vie a doublé, et la plupart des hôpitaux modernes, des autoroutes, des centraux téléphoniques, des collèges, des équipements sportifs ont été alors réalisés.

Deux millions d'emplois ont été créés. La France, à la surprise de l'étranger, est devenue le quatrième exportateur mondial, l'agriculture française est passée au troisième rang mondial (rendements et exportation). 8 millions de logements ont été construits. 9 millions de Français sont devenus propriétaires de leur chez-soi.

Voilà ce que peut faire, et ce que pourra faire une libre démocratie, pour nous et nos enfants.

Le socialisme ? Il n'a réussi nulle part. Il n'existe pas de modèle de société socialiste. Ce qu'il y a de meilleur dans l'espérance socialiste, la France l'a pris à son compte : elle détient le record des charges sociales, de l'effort social.

La fatalité du socialisme, c'est la bureaucratie, la technocratie qui stérilise industrie et commerce, produit moins, ne répartit pas mieux.

Il étouffe des libertés essentielles. Il est l'ennemi naturel de toute initiative privée, des P.M.E., des professions libérales, de l'agriculture familiale, du syndicalisme apolitique, du libre choix de l'école ou du métier.

Sa dernière et plus grave erreur est le « Programme commun » qui rendra tout gouvernement impossible. Le duel Mitterrand-Marchais dans une campagne électorale, passe encore. Mais à l'Elysée, au Conseil des Ministres, quel gâchis ! Que deviendrait l'autorité de l'Etat ? Quelle économie y résisterait ?

L'anarchie ou le totalitarisme seraient au bout du chemin. Restons sur la voie de la démocratie.

Le progrès dans la justice et la liberté :

C'est le choix que je vous propose, le meilleur choix pour la France. Bien sûr, la crise du pétrole nous a durement frappés. Tous les pays d'Europe (y compris l'Allemagne et l'Angleterre socialistes) connaissent exactement les mêmes problèmes.

Mais nous avons su réagir. Nos résultats en matière de prix et d'emploi le prouvent. La reprise économique — si demain nous ne jetons pas le pays dans le chaos politique — devient certaine.

Un fort redémarrage industriel est plus utile qu'un grand chambardement de nationalisations. L'expansion est le seul moyen d'augmenter rapidement le niveau de vie.

Soyons sérieux et honnêtes. Je laisse à d'autres les promesses démesurées. Seuls des impôts écrasants pour les moyens et même les petits permettraient d'en payer la facture.

Donnons-nous des priorités : le droit au travail pour les jeunes, d'abord. Puis l'augmentation rapide des plus faibles revenus (le S.M.I.C. en particulier), un nouveau doublement du minimum vieillesse. L'augmentation substantielle des allocations familiales.

Un élu efficace au service de tous :

Ce n'est pas un hasard si la crise a moins frappé la Côte-d'Or que d'autres régions. A la différence de ceux qui bavardent sur l'emploi, sans en avoir créé ni sauvé un seul, j'ai travaillé sans relâche pour l'économie régionale et locale :

— en favorisant la réalisation de grands équipements publics qui sont les clefs de l'avenir : trois autoroutes, la desserte de Dijon par le T.G.V., le canal à grand gabarit, la zone industrielle la plus moderne de Côte-d'Or. J'ai participé à la création de très nombreux emplois industriels et tertiaires ;

— à Dijon en « six ans qui ont changé la ville », j'ai tenu à associer développement économique et qualité de vie. A Chenôve, j'ai participé à la création de la plupart des équipements publics. Dans les autres communes je n'ai pas ménagé ma peine, pour les collectivités et les particuliers (27.000 dossiers traités) ;

— fidèle à ses idées, un député ne doit pas être le rouage d'un parti politique. Responsable devant vous seuls, au service de tous, je ne serai jamais l'élu d'un clan ;

— les idées d'avenir, les idées neuves que j'ai aidé à faire avancer : participation, concertation, écologie, je les défendrai au Parlement.

Pour une France respectée :

Votre vote marquera aussi votre volonté de défendre notre politique étrangère, notre politique de défense et notre indépendance nationale incompatibles avec le Programme commun, de maintenir les institutions de la V^e République, l'autorité du Président élu du peuple. Ne ruinons pas vingt ans d'efforts pour redonner à la France, dans le monde, sa dignité de nation indépendante et respectée.

N'abandonnez pas le pays à l'aventure puis au désordre.

Poursuivons le progrès sans ruiner l'économie,
Réduisons l'inégalité sans menacer la liberté,
Construisons l'avenir sans détruire la France.



Remplaçant éventuel:

Pierre BARBIER

Président de la
Commission
départementale
du Conseil Général
de la Côte-d'Or

ROBERT POUJADE

Maire de Dijon

Conseiller Général de la Côte-d'Or

Premier Vice-Président

du Conseil Régional de Bourgogne

Candidat unique de la Majorité